



**CONSEIL DE COMMUNAUTE  
VENDREDI 17 SEPTEMBRE 2021**

L'an deux mille vingt et un, le dix sept septembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

**Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BODENEZ Guillaume, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

**Secrétaire de séance**

GODET Nathalie

**Excusés**

LE GALL Jean-Noël (pouvoir à LEON Jean-Jacques)  
TRMAL Marie-France (pouvoir à BONIZ Jean-Jacques)  
BLANDIN Lénéaïc (pouvoir à CORNEC Elodie)  
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)  
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)  
BODILIS Jean-François (pouvoir à LETEURE Tiphaine)  
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à KERLAN Frédéric)  
YVINEC Odile (pouvoir à TANGUY Anne)

**Absents**

HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline

Conseil de Communauté du 17 septembre 2021  
Délibération n°DCC2021\_117

Objet	<b>Transferts de compétence à la Communauté dans le cadre de sa transformation en communauté d'agglomération et autres transferts</b>
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Direction Générale
Thème	Direction générale

Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

Il y a plus d'un an, profitant de la dynamique du renouvellement des conseils municipaux, la Communauté initiait un projet de territoire ambitieux, associant de façon importante les communes et les élus municipaux (séminaire, ateliers, extranet, etc.), et en organisant une large concertation sur le territoire (Conseil de développement, panel citoyen, réunions publiques, questionnaire...).

Ce projet de territoire est actuellement en passe d'être finalisé et met en exergue un certain nombre de domaines dans lesquels des actions sont très attendues, que ce soit en matière de transition écologique ou de cohésion sociale, en passant par exemple par des actions renforcées en développement économique.

En parallèle, la Communauté lance désormais la seconde phase (adoption) de son PCAET, qui va vraisemblablement engendrer des actions à mener en matière de transition écologique. Justement, la communauté d'agglomération requiert de disposer de compétences supplémentaires en matière de protection de l'environnement.

Enfin, la Communauté initie en ce moment la démarche d'élaboration de son troisième PLH et là encore, la communauté d'agglomération requiert de disposer de compétence renforcées en matière d'équilibre social de l'habitat communautaire.

En conséquence, la transformation, au 1er janvier 2022, en communauté d'agglomération représente certainement une opportunité et un « outil » permettant de disposer de moyens d'action supplémentaires (compétences, ressources financières...) afin de mettre en œuvre les stratégies et actions issues du projet de territoire partagé avec les communes, ainsi que les futurs PLH et PCAET.

**Pour engager sa transformation en communauté d'agglomération, la Communauté doit réunir deux types de condition : de population et de compétences exercées. Elle remplit déjà la condition de population, mais en application des dispositions de l'article L. 5211-41 du code général des collectivités territoriales, cela nécessite qu'elle exerce au préalable l'ensemble des compétences obligatoires des communautés d'agglomération.**

Ce n'est pas le cas en l'état actuel des statuts de la Communauté et il est par conséquent nécessaire de procéder aux transferts de compétence ou composantes de compétences suivantes, dont les conséquences sont inexistantes sur les actions actuellement réalisées par les communes pour la quasi-totalité des compétences concernées :

- **En matière d'aménagement de l'espace communautaire** : il convient de substituer « définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt communautaire au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme » à « conduite d'actions d'intérêt communautaire » et « zones d'aménagement concertés d'intérêt communautaire » ;

Il s'agit d'une modification de l'intitulé de la compétence qui n'induit aucun transfert de personnel, de contrats ni de charges financières.

- **En matière d'équilibre social de l'habitat** : il convient de transférer les compétences « actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire », « réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat » et « amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire » ;

Ces compétences sont soumises à la définition de l'intérêt communautaire. Celle-ci devra intervenir dans les deux ans suivant le transfert. Tant que l'intérêt communautaire n'aura pas été défini, le transfert de compétence n'a pas d'impact et n'entraîne aucun transfert de personnel, de contrats ni de charges.

- **En matière de politique de la ville** : il convient de transférer les compétences « élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville », « animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance » et « programmes d'actions définis dans le contrat de ville » ;

Il n'a pas été identifié de transfert de personnel ni de charges liés à cette compétence. Seul sera transféré le contrat local de prévention de la délinquance de Landerneau. Sous réserve des dispositions de l'article L. 132-13 du code de la sécurité intérieure, le président de la communauté de communes présidera un conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance.

- **En matière d'accueil des gens du voyage** : il convient d'ajouter à la compétence telle qu'elle est actuellement définie la « création » des aires d'accueil (nouvelle rédaction de la compétence issue de l'article 1 de la loi n° 2018-957 du 7 novembre 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites) ;

Cette modification n'a aucun impact, la Communauté exerçant déjà l'intégralité de la compétence.

- **La « gestion des eaux pluviales urbaines**, au sens de l'article L.2226-1 du code général des collectivités territoriales » ;

Il s'agit d'une compétence à part entière, distincte de l'assainissement collectif depuis la loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019. L'impact de ce transfert a fait l'objet d'une étude dont les principales conclusions sont jointes en annexe.

- En matière de protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie : il convient de prendre les compétences **« lutte contre la pollution de l'air » et « lutte contre les nuisances sonores »**.

En l'absence d'actions identifiées de la part des communes dans ces domaines, le transfert de compétence n'a pas d'impact.

*Par ailleurs, outre les transferts de compétence susmentionnés qui sont un préalable indispensable à la transformation de la communauté de communes en communauté d'agglomération, les modifications statutaires suivantes sont proposées :*

- **Modification de la rédaction de la compétence obligatoire déchets** : il convient de retirer les précisions apportées à cette compétence dans les statuts pour revenir à la rédaction prévue par l'article L. 5214-16-5° du CGCT, à savoir « Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés ».

Cette nouvelle rédaction n'emportera aucune conséquence concrète, elle vise uniquement à aligner la rédaction des statuts sur celle de la loi.

- Transfert de la compétence facultative « **Construction d'un abattoir sur son territoire ou en dehors de son territoire** ».

Cette nouvelle compétence n'entraîne aucun transfert de personnel, de contrat ou de charges. Elle a pour but de permettre à la Communauté de participer au financement de la construction d'un abattoir, le cas échéant hors de son territoire, qui pourra être utilisé par les professionnels du territoire communautaire.

- Transfert de la compétence facultative « **Animation et promotion des activités sportives au sein des équipements sportifs d'intérêt communautaire, y compris le versement de subventions aux associations sportives** ».

Cette nouvelle compétence vise à permettre le versement de subventions à des associations sportives participant à des événements se tenant dans les équipements d'intérêt communautaire, ou à verser des subventions pour l'organisation d'événements sportifs au sein desdits équipements.

Enfin, concernant la compétence mobilité, la transformation en communauté d'agglomération impose, pour maintenir l'organisation existante des transports scolaires et éviter à la future communauté d'agglomération de devoir prendre directement en charge ceux effectués intégralement sur son territoire, de déléguer à la Région Bretagne l'organisation des transports scolaires.

Depuis le transfert de la compétence d'organisation de la mobilité au 1er juillet dernier, le maintien à la Région des transports scolaires intégralement effectués au sein de la Communauté repose sur la possibilité offerte aux communautés de communes de ne pas prendre en charges les services régionaux organisés sur leur territoire. Cette possibilité, prévue à l'article L. 3111-5 du code des transports, n'est pas ouverte aux communautés d'agglomération.

Pour autant, les communautés d'agglomération ont la possibilité, comme toute AOM, de décider de ne pas prendre en charge elles-mêmes l'organisation des transports scolaires et de la déléguer par convention à la Région (ou à une commune ou un syndicat), possibilité prévue à l'article L. 3111-9 du code des transports et réservée au transport scolaire.

Il convient donc de maintenir à la Région l'organisation des transports scolaires intégralement effectués au sein du périmètre communautaire en concluant une convention de délégation de compétence à compter du 1er janvier 2022, date à laquelle le rôle de la Région ne pourra plus légalement reposer sur le choix fait par la délibération du 11 février 2021 du conseil de Communauté.

En conséquence, il est proposé au conseil de Communauté de délibérer en faveur des transferts de compétence et des modifications statutaires susmentionnés, d'approuver la modification des statuts en découlant, et d'inviter les conseils municipaux des communes membres à délibérer sur les transferts de compétence et les modifications statutaires dans un délai de 3 mois dans le cadre procédural prévu par les articles L. 5211-5 et L. 5211-17 du code général des collectivités territoriales.

## **LA PROCÉDURE DE TRANSFERT DE COMPÉTENCE**

Selon le Code général des collectivités territoriales, la procédure de transferts de compétence se déroule en 3 étapes :

- 1) Délibération en conseil de Communauté et lancement de la procédure de transferts de compétence, permettant aux conseils municipaux de disposer d'un délai de trois mois pour se prononcer,
- 2) Délibérations en conseils municipaux à compter de la notification de la délibération de la Communauté aux maires. Les compétences ne seront transférées qu'une fois l'accord des communes obtenu dans les conditions prévues à l'article L5211 – 5 du Code général des collectivités territoriales,
- 3) Notification de la décision des délibérations municipales aux services de la préfecture.

En effet, selon les dispositions de l'article L5211-17 du code général des collectivités territoriales, « les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent à tout moment transférer, en tout ou partie, à ce dernier, certaines de leurs compétences dont le transfert n'est pas prévu par la loi ou par la décision institutive ainsi que les biens, équipements ou services publics nécessaires à leur exercice.

Ces transferts sont décidés par délibérations concordantes de l'organe délibérant et des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la commune de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, pour se prononcer sur les transferts proposés. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable. Les transferts de compétence sont prononcés par arrêté du ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements intéressés. »

L'article L5211 – 5 du code général des collectivités territoriales dispose par ailleurs que « cet accord doit être exprimé par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population, ainsi que par « le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale concernée. »

### **DÉLIBÉRATION :**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-5, L. 5211-17, L. 5211-41 et L. 5214-16,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 3 septembre 2021

Vu l'avis favorable de la Commission Cohésion territoriale du 2 septembre 2021  
Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement du 1 septembre 2021  
Vu l'avis favorable de la Commission Environnement du 31 août 2021  
Vu l'avis favorable de la Commission Attractivité du 30 août 2021  
Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 24 août 2021

### **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article 1 :** Décide des transferts de compétence et des modifications statutaires susmentionnés, et approuve les statuts modifiés joints en annexe.

**Article 2 :** Invite les conseils municipaux des communes membres à se prononcer sur les transferts de compétence et les modifications statutaires susmentionnés dans un délai de 3 mois à compter de la notification de la présente délibération.

**Article 3 :** Charge le président de notifier la présente délibération aux maires des communes membres.

**Article 4 :** Autorise le président à prendre toutes mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération.